

vie politique et civile, et en coupant leurs liens avec le trafic des drogues, dont les ressources servent à alimenter toute cette violence et à envenimer le conflit.

En ce sens, je dirige, dans le respect du mandat que m'ont confié mes compatriotes, un processus de paix pour trouver une solution politique au conflit interne. Mais nous devons être réalistes : tant que le problème international de la drogue demeurera enraciné dans nos pays et continuera de nous harceler, tout effort de notre part sera annihilé par son énorme pouvoir de corruption et de destruction.

Le problème des drogues illicites — et la menace que cela implique pour nos systèmes démocratiques et le tissu social de nos peuples — n'est pas seulement le problème de la Colombie : l'épicentre se trouve dans chacun de nos pays qui participent, d'une façon ou d'une autre, à ce douloureux cortège funèbre.

Les conséquences dont souffre aujourd'hui la Colombie plus que tout autre pays constituent un danger latent pour tout le continent : la Colombie, qui est essentiellement victime et combattante, n'en est pas la seule responsable, car les symptômes de cette endémie mondiale sont présents dans tous les pays.

Il est important que chaque État cesse de montrer du doigt les autres États et reconnaisse sa part de responsabilité avant qu'il ne soit trop tard, pour faire en sorte que nous trouvions et renforçons une stratégie intégrée de lutte contre les drogues illicites.

Nous devons reconnaître qu'aucun effort individuel et sous-régional ne peut à lui seul suffire pour faire face à un fléau de cette envergure. C'est pour cela que nous devons mettre en place le mécanisme d'évaluation multilatéral et doter la Stratégie d'une structure opérationnelle efficace, mais aussi d'une instance de coopération politique et judiciaire du plus haut niveau possible, qui en garantisse l'analyse et le suivi.

Par ailleurs, nous devons assurer la durabilité économique et sociale du processus de remplacement des cultures illicites pour que les agriculteurs des pays touchés puissent obtenir des revenus justes de la culture de produits légaux.

Il faudrait que la Colombie, de même que tous les pays qui ont vu grandir sur leur territoire les semences de la drogue, aient la possibilité de se livrer à un commerce ouvert et équitable qui leur permettrait d'orienter leur économie dans la bonne voie et de faire face aux déséquilibres que crée la mondialisation.

Mon pays attend avec impatience la conclusion des négociations de la Zone de libre-échange des Amériques pour que celle-ci entre en vigueur en 2005. Nous sommes confiants que la liberté des échanges commerciaux permettra un accès préférentiel aux marchés de produits qui découlent des programmes de développement de rechange.

Ce n'est qu'ainsi, dotés d'une stratégie intégrée de lutte contre les drogues et forts de la coopération internationale et d'un commerce équitable, que nous pourrons vaincre ensemble un ennemi que nous hébergeons tous sous nos toits et qui risque de devenir la principale source de déstabilisation des démocraties de notre continent.